



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Octobre 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 22 novembre 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Octobre 2023

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 3 octobre 2023 et le 25 octobre 2023.

Cette publication est également disponible en anglais sous le titre : Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - October 2023

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

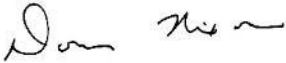
© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Canada 

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la *Directive sur la gestion des communications* – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 22 novembre 2023

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	2
Introduction	2
Méthodologie.....	3
Principales constatations	5
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	5
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	6
Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, de Victoria et de Nanaimo, Île- du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec).....	9
Produits d'épicerie (Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton)	12
Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal).....	13
Régime de pensions du Canada (Edmonton).....	13
Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest).....	14
Régime d'assurance médicaments (locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario)	16
Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo)	17
Tarification du carbone (Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario).....	18
Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies)	19
Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)	20
Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)	21
Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.).....	22
Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard).....	22
Industries locales (London).....	23

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles continus de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques clés liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent intelligibles et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP soit toujours au courant des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 3 octobre 2023 et le 25 octobre 2023, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. À cet égard, certains groupes ont pris part à des discussions ciblées portant principalement sur les activités fédérales liées aux Autochtones, aux Canadiens d'origine arabe, à l'immigration ainsi qu'aux Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) Tous les participants ont discuté de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral au cours des derniers jours, et plusieurs groupes de participants ont participé à des discussions plus approfondies au sujet des sources auxquelles ils recourent habituellement pour obtenir leurs nouvelles d'actualité.

Des enjeux liés au logement ont également été étudiés dans le cadre du présent cycle de recherche. Plusieurs groupes ont pris part à des discussions portant sur diverses mesures récemment introduites par le gouvernement du Canada dans ce domaine, y compris celles liées à des initiatives comme le Fonds pour accélérer la construction de logements, les mesures de soutien destinées aux locataires et la situation du logement dans le Nord canadien. Un certain nombre de groupes ont également discuté de ce qu'ils considéraient comme étant le coût élevé des produits alimentaires à l'heure actuelle, ainsi que des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour stabiliser le prix des produits alimentaires



dans l'avenir. Les Autochtones issus de centres urbains des Prairies, ainsi que ceux résidant dans les Territoires du Nord-Ouest et dans régions rurales de l'Ontario, ont discuté des soins de santé au Canada, tandis que d'autres groupes ont échangé leurs points de vue sur l'assurance médicaments, le changement climatique, la tarification du carbone et fait part de leurs attentes et de leurs préoccupations concernant la vie au Canada dans les années à venir. Les utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant à Winnipeg ont discuté de leur recours aux médias d'information et de leur utilisation des médias sociaux, tandis que les participants résidant à London ont entamé une discussion portant sur les industries locales.

Parmi les autres sujets abordés au cours de ce cycle, citons l'Exposé économique de l'automne (EEA), le Régime de pensions du Canada (RPC), la sécurité communautaire ainsi que l'assurance-emploi (AE).

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes se sont penchés sur des cohortes précises de la population, notamment les Autochtones, les locataires, les Canadiens d'origine arabe, les utilisateurs intensifs des médias sociaux, les personnes préoccupées par le coût de la vie et les immigrants récents.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été menés auprès de la population générale résidant à London, Victoria et Nanaimo, dans l'Île-du-Prince-Édouard, dans des régions rurales de l'Ontario, dans les Territoires du Nord-Ouest ainsi qu'à Edmonton.
- Les six groupes restants étaient composés de segments de la population suivants :
 - Autochtones
 - Locataires
 - Canadiens d'origine arabe
 - Utilisateurs intensifs de médias sociaux
 - Personnes préoccupées par le coût de la vie
 - Immigrants récents

- Les deux groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont tenues en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 83 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
London	1	ANGLAIS	Mardi 3 octobre	18 h à 20 h	Population générale	7
Centres urbains des Prairies	2	ANGLAIS	Mercredi 4 octobre	20 h à 22 h	Autochtones	6
Victoria/Nanaimo	3	ANGLAIS	Jeudi 5 octobre	21 h à 23 h	Population générale	8
Île-du-Prince-Édouard	4	ANGLAIS	Mardi 10 Octobre	17 h à 19 h	Population générale	8
Région du Grand Toronto	5	ANGLAIS	Mercredi 11 octobre	18 h à 20 h	Locataires	8
Montréal	6	FRANÇAIS	Jeudi 12 octobre	18 h à 20 h	Canadiens d'origine arabe	7
Régions rurales de l'Ontario	7	ANGLAIS	Lundi 16 octobre	18 h à 20 h	Population générale	7
Winnipeg	8	ANGLAIS	Mardi 17 Octobre	19 h à 21 h	Utilisateurs intensifs des médias sociaux	7
Territoires du Nord-Ouest	9	ANGLAIS	Mercredi 18 octobre	20 h à 22 h	Population générale	5
Centres de taille moyenne du Québec	10	FRANÇAIS	Jeudi 19 octobre	18 h à 20 h	Personnes préoccupées par le coût de la vie	8
Edmonton	11	ANGLAIS	Mardi 24 Octobre	20 h à 22 h	Population générale	5
Lower Mainland de la Colombie-Britannique	12	ANGLAIS	Mercredi 25 octobre	21 h à 23 h	Immigrants récents	7
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées. Au nombre de celles-ci figuraient des annonces du gouvernement canadien portant sur la construction accélérée d'un plus grand nombre de logements, des réunions entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants de grandes chaînes d'épicerie pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits alimentaires, la décision de la Cour suprême du Canada d'invalider la *Loi sur l'évaluation d'impact*, une visite du premier ministre à Enterprise, dans les Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.) dans le but d'évaluer les dommages causés par les feux de forêt qui ont sévi à grande échelle dans la région, et l'annonce du gouvernement de l'Alberta selon laquelle celui-ci envisageait de se retirer du Régime de pensions du Canada (RPC) et de mettre en place son propre Régime de pensions de l'Alberta, administré par les autorités provinciales.

Les participants ont également rappelé certaines initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Parmi celles-ci, une déclaration du gouvernement canadien condamnant catégoriquement les attaques perpétrées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, ainsi qu'une promesse d'aide humanitaire à Israël, à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. D'autres enjeux ont été cités, à savoir les tensions persistantes entre le Canada et l'Inde à la suite de l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle les agences de sécurité canadiennes étaient en possession de renseignements susceptibles d'établir un lien entre des agents du gouvernement indien et le meurtre d'un citoyen canadien à Surrey, en Colombie-Britannique, la démission du président de la Chambre des communes lorsqu'il a été révélé qu'une personne ayant servi en Ukraine sous le commandement de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale avait été honorée par le Parlement ainsi que la poursuite de l'aide militaire et financière à l'Ukraine pour soutenir ses efforts de défense contre l'invasion de son territoire par la Russie. Certains participants ont également rappelé les efforts déployés visant à faciliter la venue au Canada de migrants originaires des Amériques, notamment l'annonce par le gouvernement fédéral de son intention d'accueillir, à titre humanitaire, jusqu'à 15 000 migrants originaires de pays comme la Colombie, Haïti et le Venezuela.

Nouvelles sources (Canadiens d'origine arabe de Montréal, utilisateurs intensifs des médias sociaux, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants des trois groupes ont brièvement discuté de la manière dont ils obtiennent généralement leurs informations. Lorsqu'on leur a demandé quelles étaient leurs principales sources d'informations, plusieurs ont mentionné des chaînes de télévision, notamment Radio-Canada, CTV et la BBC, ainsi que des organes d'information traditionnels comme le Globe and Mail. Un grand nombre d'entre eux ont déclaré se fier aux médias sociaux pour se tenir au courant des actualités, notamment à des plateformes comme Facebook, Instagram, TikTok et Reddit. En discutant des sources qu'ils jugeaient les plus fiables, les participants étaient majoritairement d'avis que les principaux médias



d'information étaient en général plus dignes de confiance que les nouvelles publiées sur les médias sociaux ou partagées de bouche à oreille par des amis et des membres de la famille.

Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait d'accéder à des nouvelles dans des langues autres que l'anglais ou provenant d'un autre pays, plusieurs membres des groupes composés de Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal et d'immigrants récents du district du Lower Mainland, en Colombie-Britannique, ont répondu par l'affirmative. En plus de nouvelles en français, un certain nombre de membres du groupe de participants résidant à Montréal ont déclaré avoir eu accès à des nouvelles en arabe provenant de sources établies au Qatar, au Liban et en Tunisie. Les participants résidant dans le Lower Mainland ont obtenu des nouvelles en cantonais, en mandarin, en espagnol et en français provenant de sources situées en Chine, en Colombie et en France. Au sujet des sources qu'ils consulteraient s'ils cherchaient des nouvelles d'actualité concernant le gouvernement fédéral, plusieurs participants ont indiqué qu'ils recourraient probablement aux sites Web officiels exploités par le gouvernement du Canada.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada était satisfaisante et les domaines dans lesquels ils estimaient qu'il y avait matière à amélioration.

Ces derniers ont formulé des points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient les soins de santé, le changement climatique et l'environnement, la réconciliation avec les Autochtones ainsi que l'immigration.

Les participants ont également énuméré un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité, notamment en ce qui concerne la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme au Canada, la fourniture d'aides aux ménages à faible revenu, sa réponse à la pandémie de COVID-19 et ses activités sur la scène internationale.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pouvait s'améliorer. Au nombre de ceux-ci figuraient l'inflation et le coût de la vie, ce que les participants percevaient comme étant une pénurie de logements abordables et accessibles au sein des collectivités canadiennes, des préoccupations concernant les dépenses fédérales qu'ils considéraient comme étant élevées à l'heure actuelle, et la sécurité nationale, y compris la nécessité d'augmenter les investissements destinés aux forces armées canadiennes (FAC) ainsi que les initiatives en matière de cybersécurité à sur le plan national.

Invités à définir ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, plusieurs participants ont rappelé qu'il fallait davantage s'attaquer à l'inflation et au coût de la vie, à l'accès à des logements abordables, à ce qu'ils qualifiaient de pénurie de professionnels de la santé et à l'atténuation des effets du changement climatique. Les



participants ont également mentionné d'autres domaines prioritaires, à savoir ce qu'ils percevaient comme étant la crise des opioïdes, l'amélioration des transports publics au sein des collectivités canadiennes, la mise en place de services de garde d'enfants plus abordables et la construction d'infrastructures primordiales, notamment des autoroutes (en particulier dans le Nord canadien).

Autochtones (centres urbains des Prairies)

Les participants du groupe composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont entamé une discussion portant sur la réconciliation et les mesures actuellement prises par le gouvernement du Canada pour mieux venir en aide aux populations autochtones ainsi qu'à leurs collectivités. Lorsqu'on leur a demandé quels étaient, à leur avis, les principaux enjeux auxquels sont actuellement confrontés les Autochtones, un certain nombre d'entre eux ont mentionné la question du logement et ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements sûrs et abordables dans de nombreuses collectivités autochtones. Parmi les autres enjeux mentionnés figuraient la nécessité de se doter de ressources supplémentaires culturellement ciblées (comme des pavillons de ressourcement) pour traiter les problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances, et d'instaurer des mesures visant à réduire ce que les forces de l'ordre percevaient comme étant une discrimination à l'encontre des Autochtones. Un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait accorder plus d'attention au problème des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, et que tous les échelons du gouvernement devaient s'engager plus fermement à enquêter sur les violences commises à l'encontre des femmes autochtones et à les prévenir à l'avenir.

Peu d'entre eux estimaient que la réconciliation avait constitué une priorité majeure pour le gouvernement du Canada au cours des dernières années. Bien qu'un certain nombre de participants aient l'impression que le financement d'initiatives axées sur les Autochtones et le soutien financier aux communautés autochtones avaient augmenté, tous s'accordaient à dire que ces mesures n'avaient guère contribué à améliorer concrètement la situation des Autochtones. En ce qui concerne les initiatives comme la création d'une journée nationale annuelle de la vérité et de la réconciliation, certains d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais de l'avis général, cette journée était trop axée sur des cérémonies et des manifestations plutôt que sur la sensibilisation des Canadiens aux défis historiques et contemporains auxquels sont confrontés les Autochtones.

Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal

Des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal ont pris part à des discussions portant sur la diaspora arabe du Canada. La plupart d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie pour ce qui est du soutien qu'il apporte aux Canadiens d'origine arabe. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'ils avaient été traités avec le même niveau de respect et avaient bénéficié des mêmes chances que les autres Canadiens. Invités à énumérer les enjeux auxquels les Canadiens arabes sont confrontés et qui, selon eux, devraient davantage être pris en compte par le gouvernement fédéral, un certain nombre de participants estimaient que dans l'intérêt des ressortissants de pays arabes, il fallait en faire davantage pour rendre le processus d'immigration plus équitable, quelques-uns d'entre eux estimant qu'il était actuellement plus difficile pour des Arabes

d'immigrer au Canada et d'y faire venir des membres de leur famille que pour les immigrants d'autres régions du monde.

En évoquant les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait nouer un dialogue de façon plus efficace avec des Canadiens d'origine arabe, plusieurs participants estimaient que davantage pourrait être fait pour tendre la main et collaborer avec les organisations culturelles et les centres communautaires arabes partout au Canada. On estimait également qu'il serait possible d'accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers au bénéfice des Canadiens d'origine arabe et de rendre les services et les programmes du gouvernement fédéral plus accessibles en langue arabe.

Immigration (immigrants récents du Lower Mainland, en C.-B.)

Les participants résidant dans le district du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont discuté d'une série d'enjeux en lien avec l'immigration. Tous ont indiqué avoir récemment immigré au Canada au cours des dix dernières années. Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'état actuel du système d'immigration canadien, plusieurs étaient d'avis que, bien que le processus soit relativement simple, il fallait souvent compter énormément de temps avant de devenir citoyen canadien. En faisant part de leur expérience personnelle du système d'immigration, les participants ont exprimé un certain nombre de points de vue. Si plusieurs participants se souvenaient que leur propre processus d'immigration s'était accompli en quelques mois, la plupart d'entre eux estimaient que cela était principalement dû au fait qu'ils possédaient une expérience professionnelle qualifiée ou qu'ils avaient déjà été embauchés par une entreprise canadienne. Parmi ceux qui n'avaient pas d'emploi à leur arrivée au Canada ou dont les compétences n'étaient pas en demande au moment d'immigrer, on s'accordait à dire que le processus d'immigration avait été beaucoup plus lent.

À la question de savoir comment le gouvernement du Canada pourrait améliorer le système d'immigration, plusieurs participants étaient d'avis que des efforts pourraient être consentis pour réduire les délais de traitement et le nombre d'étapes nécessaires à la naturalisation. Lorsqu'on leur a demandé s'il était à leur avis important que le gouvernement fédéral remédie aux problèmes associés au processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers, plusieurs participants ont répondu par l'affirmative. Parmi ces derniers, on estimait que le processus nécessaire à l'obtention d'une accréditation permettant de travailler dans son domaine d'expertise au Canada était souvent long et coûteux et qu'il fallait faire plus pour simplifier ce processus dans l'intérêt des nouveaux immigrants.

La quasi-totalité d'entre eux considérait que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui concerne l'aide apportée à la classe moyenne. À la question de savoir si le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à son niveau actuel, la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il devrait être diminué. Un grand nombre de participants ont exprimé des préoccupations liées à l'offre actuelle de logements et d'emplois et estimaient qu'une augmentation continue de la population risquait d'exacerber encore davantage ces problèmes. On estimait qu'en réduisant temporairement le taux d'immigration sur le court terme, le gouvernement fédéral serait mieux à même de s'attaquer aux problèmes affectant actuellement les personnes vivant déjà au Canada.



Territoires du Nord-Ouest

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion portant sur leur propre région. Invités à cerner les principaux enjeux auxquels leurs collectivités respectives étaient confrontées et auxquels le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité, les participants ont mentionné des problèmes liés à la sécurité alimentaire et au coût élevé des produits alimentaires dans le Nord canadien, à ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de travailleurs qualifiés dans tout un ensemble de secteurs et à la nécessité de construire des infrastructures supplémentaires (notamment des autoroutes) pour faciliter le transport des marchandises dans la région.

Invités à recenser les secteurs revêtant la plus grande importance pour leurs collectivités respectives, les participants ont mentionné les domaines de l'exploitation minière, de la prospection et de l'extraction du pétrole et du gaz ainsi que l'industrie du tourisme, entre autres. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en ce qui concerne son implication auprès des personnes résidant dans les T. N.-O., la plupart des participants avaient une opinion neutre, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il faisait fausse route à cet égard. Quant à savoir comment le gouvernement fédéral pourrait mieux s'impliquer auprès des habitants de leur région, plusieurs ont estimé qu'il devrait y avoir une plus grande présence de fonctionnaires fédéraux au sein des collectivités des Territoires du Nord-Ouest. On estimait que cela fournirait des occasions de discuter plus en profondeur des enjeux auxquels le Nord canadien est actuellement confronté et de l'aide que le gouvernement du Canada pourrait apporter.

Logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, de Victoria et de Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal, Territoires du Nord-Ouest, personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)

Les participants de huit groupes ont pris part à des discussions portant sur le logement. Ces discussions se sont focalisées sur les commentaires des participants au sujet des mesures en matière de logement récemment annoncées par le gouvernement du Canada, des difficultés auxquelles sont confrontés les locataires et de la situation du logement dans le Nord canadien.

Initiatives en matière de logement (London, Autochtones de centres urbains des Prairies, Victoria et Nanaimo, Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, Canadiens d'origine arabe de Montréal et personnes préoccupées par le coût de la vie issues de grands centres et de centres de taille moyenne du Québec)

Les participants de sept groupes ont discuté d'un certain nombre d'annonces récemment faites par le gouvernement du Canada en matière de logement, y compris celles concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements. À la question de savoir s'ils connaissaient le Fonds pour accélérer la construction de logements, peu d'entre eux ont déclaré avoir entendu parler de cette initiative. Parmi ceux qui en avaient connaissance, on pensait surtout que ce programme visait à

construire plus rapidement de nouveaux logements abordables au profit de Canadiens à revenu faible ou moyen.

Après qu'on leur eut fourni des renseignements au sujet du Fonds pour accélérer la construction de logements et d'autres mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, la plupart des participants ont réagi positivement à ces initiatives et estimaient qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. En revanche, peu d'entre eux s'attendaient à ce qu'elles aient un impact significatif pour ce qui est de résoudre les problèmes actuels en matière de logement. Plusieurs d'entre eux craignaient que ces initiatives n'aient fait pour remédier au problème d'accès à des logements abordables.

À la question de savoir quel impact ils s'attendaient à ce que ces initiatives aient au sein de leurs collectivités, plusieurs participants ont dit espérer qu'une offre accrue en matière de logements aurait pour effet de diminuer la pression exercée sur les marchés du logement et locatifs et contribuerait à rendre les logements plus abordables à long terme. Un petit nombre d'entre eux ont exprimé des préoccupations en ce qui concerne l'augmentation rapide potentielle de la population au sein de leurs collectivités si de nouveaux grands ensembles résidentiels étaient construits et se demandaient si les infrastructures et les services en place suffisaient à accueillir cet afflux de nouveaux résidents.

Les participants des groupes basés à London, Victoria et Nanaimo ont été invités à répondre à une question complémentaire, à savoir s'ils avaient déjà entendu parler du terme « zonage d'exclusion ». Très peu d'entre eux ont indiqué en avoir déjà entendu parler. À la question de savoir ce qu'ils pensaient du fait que le gouvernement du Canada demande aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion en échange d'un financement pour la construction de logements supplémentaires, les participants ont exprimé des opinions partagées. Si certains participants estimaient qu'il s'agissait d'un moyen efficace d'encourager la construction de nouveaux logements, un plus grand nombre d'entre eux considéraient que le financement de nouveaux logements ne devrait pas dépendre de décisions prises en vertu d'un zonage d'exclusion. On estimait que dans de nombreuses collectivités, les lois sur le zonage d'exclusion avaient probablement été instaurées en fonction d'une série de considérations, notamment de l'impact des nouveaux logements sur les services communautaires et l'environnement, et qu'il était peut-être difficilement envisageable pour les collectivités de modifier ces règlements.

Il a été demandé à tous les groupes, à l'exception des Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal, si, après avoir discuté de ces mesures, ils estimaient que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour remédier à la situation du logement. Dans l'ensemble, une proportion légèrement plus élevée de participants estimait que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie à cet égard, par rapport à ceux qui n'étaient pas de cet avis.

Locataires (région du Grand Toronto)

Les participants d'un groupe composé de locataires résidant dans la région du Grand Toronto ont débattu de questions liées à la situation du logement au sein de leur collectivité, en se concentrant plus particulièrement sur leur expérience en tant que locataires. De l'avis de tous, le coût des logements est actuellement excessivement élevé sur le marché de l'habitation, tant pour les locataires



que pour ceux qui cherchent à accéder à la propriété dans la région du Grand Toronto. Plusieurs d'entre eux considéraient que ces enjeux étaient principalement liés à la perception d'une faible offre de logements vacants dans la région du Grand Toronto, ce qui, selon eux, avait contribué à faire augmenter le coût du logement tant pour les locataires que pour les personnes souhaitant acheter une maison. En discutant des facteurs supplémentaires qui, selon eux, avaient contribué à ce qu'ils percevaient comme étant un manque de logements locatifs vacants au sein de leurs collectivités, les participants ont cité un ensemble de facteurs. Au nombre de ceux-ci figuraient les propriétés achetées à titre d'investissement et laissées inoccupées, les vastes superficies de logements achetées par des sociétés qui augmentent ensuite les coûts de location de ces propriétés, ainsi que les hauts taux d'immigration des dernières années, qui ont davantage accru la demande en matière de logement dans leur région.

En décrivant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour venir en aide aux locataires de manière plus efficace, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il devrait davantage se concentrer sur la construction de logements financés par l'État dans l'intérêt des Canadiens à revenu faible ou moyen, et mettre davantage l'accent sur la création de coopératives d'habitation. On était également d'avis que des mesures devraient être prises pour augmenter les sanctions pécuniaires contre ceux qui décident de laisser leurs propriétés inoccupées au lieu de les proposer sur le marché locatif.

Si tous les participants aspiraient à accéder à la propriété, seul un petit nombre d'entre eux pensaient pouvoir réalistement y parvenir. À la question de savoir si le gouvernement fédéral était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour faciliter l'accès à la propriété d'éventuels acheteurs d'une première habitation, les participants ont exprimé des avis partagés. Un certain nombre d'entre eux considéraient que, si le gouvernement du Canada était conscient des problèmes auxquels font face les acheteurs et qu'il prenait des mesures pour y remédier, peu de progrès avaient encore été réalisés en ce sens. Après s'être vu présenter des renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement fédéral pour venir en aide aux éventuels acheteurs d'une propriété, plusieurs participants estimaient que ces mesures constituaient un pas dans la bonne direction, mais craignaient qu'elles ne suffisent pas à résoudre les problèmes liés à l'abordabilité des logements.

Situation du logement dans le Nord canadien (Territoires du Nord-Ouest)

Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont brièvement discuté de la situation du logement dans leur région. Tous considéraient le logement comme un enjeu majeur au sein de leur collectivité à l'heure actuelle. En décrivant les principaux enjeux liés au logement dans le Nord canadien, les participants ont mentionné des problèmes comme l'accès insuffisant à des logements abordables, l'offre limitée en matière de logement et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de matériaux de construction et de travailleurs indispensables à la construction de nouvelles habitations. Un certain nombre d'entre eux ont qualifié de problématique la qualité des logements dans les Territoires du Nord-Ouest, estimant que de nombreuses habitations de leurs collectivités étaient en mauvais état, inadaptées aux températures extrêmement froides et nécessitaient d'importants travaux de réfection. Tous s'attendaient à ce que ces problèmes perdurent dans les



années à venir, à moins que des mesures importantes ne soient prises pour augmenter l'offre de logements.

La plupart des participants estimaient que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route pour remédier à la situation du logement dans le Nord canadien. Interrogés sur ce que le gouvernement fédéral pourrait encore faire en ce sens, les participants ont suggéré des mesures comme l'augmentation du financement consacré à la construction de nouveaux logements dans le Nord canadien, la construction de logements expressément destinés aux populations à risque ou marginalisées (notamment les peuples autochtones) et une réglementation plus rigoureuse concernant les montants des loyers que sont en droit d'exiger les propriétaires.

Produits d'épicerie (Île-du-Prince-Édouard, locataires de la région du Grand Toronto, personnes préoccupées par le coût de la vie de centres de taille moyenne et de grands centres du Québec, Edmonton)

Quatre groupes de participants ont pris part à des discussions portant sur le coût des produits d'épicerie qu'ils jugeaient élevé à l'heure actuelle, ainsi que sur les mesures prises par le gouvernement fédéral pour rendre ces derniers plus abordables dans l'intérêt des Canadiens. Tous les participants avaient l'impression que le coût des produits d'épicerie avait considérablement augmenté au cours des dernières années, et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que cette hausse était principalement attribuable à l'augmentation des coûts de transport et de fabrication, ainsi qu'aux perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement mondiales que l'on estimait avoir été engendrées par la pandémie de COVID-19.

Les participants résidant à Edmonton et au Québec ont discuté des stratégies qu'ils ont utilisées pour réduire leurs dépenses d'épicerie. Nombre d'entre eux ont affirmé se cuisiner davantage de repas à la maison plutôt que d'aller au restaurant ou de commander des plats à emporter. Plusieurs avaient commencé à recourir à des bons de réduction et à se prévaloir des politiques de garantie du meilleur prix pour réduire leurs dépenses d'épicerie, et à faire leurs achats dans des commerces où les prix des produits alimentaires étaient généralement moins élevés. Lorsqu'on leur a demandé s'ils seraient susceptibles de s'adresser au gouvernement du Canada pour obtenir des renseignements sur les stratégies à adopter pour économiser de l'argent sur les produits d'épicerie, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

Tous les groupes de participants se sont vu demander s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures que ce dernier prenait pour contrôler le coût des produits d'épicerie. Bien que la plupart des participants n'aient rien entendu à ce sujet, un petit nombre d'entre eux se souvenait de mesures comme l'octroi d'un « remboursement unique pour l'épicerie » aux Canadiens à faible revenu admissibles éprouvant de la difficulté à assumer le coût des produits d'épicerie, ainsi que de réunions récentes entre des fonctionnaires fédéraux et les dirigeants des grandes chaînes d'épicerie afin de discuter de mesures à prendre pour rendre les produits d'épicerie plus abordables. Après s'être vu fournir des renseignements concernant les mesures que prenait le gouvernement fédéral à cet égard, la plupart des participants ont déclaré y être favorables. Bon nombre d'entre eux estimaient toutefois que l'efficacité de ces mesures dépendrait en grande



partie de la façon dont elles seraient mises en œuvre et de la question de savoir si les grandes chaînes d'épicerie respecteraient leur engagement à stabiliser les prix des produits d'épicerie. Plusieurs d'entre eux se sont dit favorables à la proposition visant à modifier la *Loi sur la concurrence* afin d'habiliter le Bureau de la concurrence à adopter des mesures visant à rendre le secteur de l'épicerie plus concurrentiel, notamment en supprimant les obstacles auxquels se heurtent les petits concurrents désireux de s'implanter dans ce secteur.

Presque tous les participants estimaient que, à condition d'être correctement mises en œuvre, ces mesures contribueraient à faire baisser le prix des produits alimentaires. Si un certain nombre d'entre eux se sont déclarés plus optimistes maintenant qu'ils savaient que le gouvernement fédéral appliquait ces mesures, plusieurs se demandaient pourquoi des mesures n'avaient pas été prises plus tôt et de manière plus urgente. Ces participants estimaient que l'augmentation du prix des denrées alimentaires constituait un problème évident depuis un certain nombre d'années et que le gouvernement du Canada aurait dû prendre des mesures plus proactives pour éviter que la situation ne dégénère en ce qui, à leur avis, pouvait aujourd'hui être considéré comme étant une crise. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que l'impact de ces mesures soit majeur, mineur ou nul, la plupart des participants se sont dit d'avis que ces mesures auraient à tout le moins un impact mineur sur l'abordabilité des produits d'épicerie.

Énoncé économique de l'automne (Canadiens d'origine arabe résidant à Montréal)

Les participants d'un groupe ont entamé une brève discussion portant sur l'Énoncé économique de l'automne (EEA) du gouvernement fédéral, dont la publication est prévue le 21 novembre 2023. Aucun participant n'a déclaré avoir entendu parler de l'EEA avant de prendre part à cette discussion.

Interrogés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité dans le cadre de la préparation de son prochain EEA, les participants ont mentionné les soins de santé, le logement et la capacité des Canadiens à accéder à un emploi offrant un salaire suffisant. D'autres questions ont également été jugées importantes, à savoir les mesures visant à atténuer les effets du changement climatique, l'augmentation des aides financières accordées aux ménages à revenus faibles et moyens, l'amélioration et l'extension des infrastructures de transport public et la mise en place d'activités de loisirs plus abordables destinées aux familles et aux jeunes.

Régime de pensions du Canada (Edmonton)

Les participants résidant à Edmonton ont entamé une discussion portant sur l'économie canadienne ainsi que sur leurs points de vue concernant le Régime de pensions du Canada (RPC). Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la gestion de l'économie à laquelle s'est livré le gouvernement du Canada, presque tous les participants estimaient qu'il y avait matière à amélioration. Plusieurs d'entre eux estimaient que les dépenses fédérales avaient considérablement augmenté ces dernières années, ce qui avait eu pour effet d'exacerber le taux d'inflation déjà jugé élevé ainsi que les problèmes liés au coût de la vie. En discutant de ce qu'ils considéraient comme étant les questions économiques les plus importantes à l'heure actuelle, plusieurs participants ont mentionné les difficultés auxquelles, selon

eux, de nombreux Canadiens sont actuellement confrontés lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins fondamentaux comme l'achat de produits alimentaires et l'accès à un logement sûr et abordable.

Lorsqu'on leur a demandé s'il leur arrivait souvent de penser à la retraite, presque tous ont répondu y penser régulièrement. Plusieurs d'entre eux se demandaient s'ils auraient un jour les moyens de prendre leur retraite, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué que leurs économies et la pension versée par leur employeur n'étaient pas des plus substantielles.

Tous les participants avaient connaissance du RPC. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient entendu des nouvelles récentes à son sujet, un petit nombre d'entre eux étaient au courant d'une proposition récente de la part du gouvernement de l'Alberta de se retirer du RPC et de créer un Régime de pensions de l'Alberta administré par les autorités provinciales. Des préoccupations ont été exprimées selon lesquelles si le gouvernement de l'Alberta devait adopter cette mesure, cela pourrait considérablement réduire les paiements du RPC versés à d'autres Canadiens et pourrait également engendrer une incertitude financière chez les Albertains, en particulier les personnes âgées et celles approchant de l'âge de la retraite. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait aborder cette question avec beaucoup d'attention, de prudence et de pondération, car s'il n'était pas traité de manière appropriée, ce problème était selon eux susceptible d'entraîner une diminution des montants versés à tous les Canadiens.

En discutant de façon plus générale de leur point de vue sur le RPC, tous les participants estimaient qu'il valait la peine de verser des cotisations sur une partie de leurs revenus aujourd'hui pour pouvoir bénéficier d'un soutien financier plus tard dans leur vie. Dans cette optique, de nombreux participants ont indiqué que le RPC constituait un élément essentiel de la planification de leur retraite. Informés qu'à compter de 2019, le RPC serait progressivement amélioré, si bien que les travailleurs devraient dès aujourd'hui verser des cotisations plus élevées chaque année pour pouvoir bénéficier de prestations plus élevées au moment de leur retraite, tous estimaient qu'il s'agissait là d'un pas dans la bonne direction.

Soins de santé (Autochtones de centres urbains des Prairies, régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les soins de santé. Ces discussions ont principalement porté sur les points de vue des participants concernant la prestation des soins de santé au sein de leurs collectivités, les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer le système de soins de santé et les expériences uniques vécues par des Autochtones en ce qui a trait à l'accès à des soins de santé.

Points de vue sur les soins de santé (régions rurales de l'Ontario, Territoires du Nord-Ouest)

Deux groupes de participants ont échangé leurs points de vue concernant les soins de santé offerts au sein de leurs collectivités ainsi qu'au Canada dans son ensemble. À la question de savoir comment ils qualifieraient le système de soins de santé au Canada à l'heure actuelle, plusieurs participants estimaient qu'il était actuellement mis à rude épreuve. On estimait que dans le sillage de la pandémie

de COVID-19, les prestataires de soins de santé dans de nombreuses régions du pays continuaient à faire face à des retards sur le plan des rendez-vous et des interventions. On estimait également que dans le sillage de la pandémie de COVID-19, les prestataires de soins de santé dans de nombreuses régions du pays continuaient à faire face à des délais d'attente concernant les rendez-vous et les interventions prévues.

Tous les participants étaient d'avis que la prestation des soins de santé au Canada pouvait être améliorée, et une proportion plus importante d'entre eux estimait que des changements majeurs étaient nécessaires, comparativement à ceux qui estimaient que des modifications mineures s'avéreraient sans doute suffisantes. En abordant les changements qu'ils jugeaient nécessaires, un certain nombre d'entre eux considéraient qu'il fallait en faire davantage pour inciter de jeunes Canadiens à intégrer le secteur des soins de santé, augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes de formation en soins de santé et rendre ce processus plus abordable dans l'intérêt des personnes issues de familles à revenu faible et moyen.

Il a ensuite été demandé aux participants s'il leur était habituellement possible d'accéder à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités. Si certains ont déclaré pouvoir y recevoir des soins de base, la plupart d'entre eux ont indiqué que pour obtenir des rendez-vous ou des interventions auprès de spécialistes, ils devaient souvent faire plusieurs heures de route ou, dans le cas des participants des Territoires du Nord-Ouest, se rendre à l'extérieur de leur territoire. À la question de savoir en quoi leur expérience en matière d'accès aux soins de santé au cours des dernières années avait changé, un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir dû faire face à des difficultés croissantes pour trouver un médecin de famille, pour accéder à des services de soins dentaires au sein de leur collectivité, ainsi que des temps d'attente plus longs pour obtenir des rendez-vous et des interventions importants.

La plupart d'entre eux étaient d'avis que le rôle du gouvernement du Canada en matière de soins de santé devait principalement consister à veiller à ce que les provinces et territoires disposent du financement nécessaire pour faciliter la prestation de soins de santé efficaces auprès de leurs électeurs. Au sujet des améliorations que le gouvernement fédéral pourrait apporter dans ce domaine, plusieurs participants estimaient qu'il fallait investir davantage dans la prise en charge de problèmes liés à la santé mentale et permettre aux professionnels de la santé d'obtenir plus facilement une licence et d'exercer dans différentes provinces et différents territoires.

Soins de santé pour les Autochtones (Autochtones issus de centres urbains des Prairies)

Les participants du groupe composé d'autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies ont échangé leurs points de vue sur la prestation de soins de santé au sein de leurs collectivités, ainsi que sur les difficultés particulières auxquelles sont confrontés les Autochtones dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux estimaient que leurs collectivités étaient actuellement confrontées à d'importants problèmes et que la situation s'était aggravée ces dernières années. Au nombre des problèmes qu'ils ont mentionnés, citons les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins d'urgence, ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de médecins et d'infirmières, ainsi qu'une demande accrue en matière de soins de santé résultant de la pandémie de COVID-19.



À la question de savoir s'ils estimaient que les soins prodigués aux populations autochtones étaient de qualité différente de ceux prodigués aux populations non autochtones, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux considéraient que les Autochtones étaient souvent victimes de discrimination lorsqu'ils tentaient d'accéder à des soins de santé, notamment en raison de la stigmatisation associée à la perception selon laquelle les problèmes de santé des Autochtones sont souvent liés à la dépendance et à l'usage de substances. En décrivant les obstacles supplémentaires auxquels leur collectivité était confrontée, plusieurs ont mentionné la forte proportion d'Autochtones résidant dans des régions rurales ou éloignées et les difficultés auxquelles ils font face pour avoir accès à des soins de santé au sein de leurs propres collectivités.

Au sujet de l'accès à des médecines et à des pratiques autochtones traditionnelles en matière de soins de santé au sein de leurs collectivités, la plupart des participants estimaient qu'il était relativement facile d'y avoir accès. Les participants ont exprimé des avis partagés quant à l'importance des médecines et pratiques traditionnelles, et ces derniers étaient environ aussi nombreux à déclarer y recourir régulièrement que ceux qui n'y avaient que rarement ou jamais recouru. En recensant les moyens par lesquels le gouvernement fédéral pourrait améliorer la prestation de soins de santé aux Autochtones, les participants ont mentionné une série de mesures envisageables, dont une formation plus poussée de tous les fournisseurs de soins de santé afin de les sensibiliser aux réalités culturelles autochtones, une plus grande insistance sur la nécessité pour les médecins et les infirmières de passer du temps au sein de collectivités autochtones au cours de leur formation, ainsi qu'un plus grand nombre de mesures incitatives et d'encouragement destinées aux Autochtones désireux de travailler dans le secteur des soins de santé.

De l'avis général, davantage doit être fait pour améliorer l'accès des communautés autochtones à des services de santé mentale et de traitement de la dépendance expressément destinés aux Autochtones. Tous les participants ont désigné les problèmes de dépendance comme constituant un problème majeur au sein de leurs collectivités et estimaient que trop peu de ressources avaient été consacrées à y remédier. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient d'efforts consentis par le gouvernement du Canada en ce sens, un certain nombre d'entre eux ont mentionné son soutien à des initiatives comme la mise en place de sites de consommation supervisée et la distribution de trousse de naloxone à emporter.

Régime d'assurance médicaments (locataires de la région du Grand Toronto, régions rurales de l'Ontario)

Deux groupes de participants ont entamé des discussions portant sur l'éventuelle mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments. Tous les participants estimaient que cela devait constituer une des principales priorités du gouvernement du Canada. À la question de savoir quels facteurs le gouvernement du Canada devrait garder à l'esprit lors de la planification des prochaines étapes relatives à la mise en place d'un régime national d'assurance médicaments, de nombreux participants estimaient qu'il était primordial de veiller à ce que tous les Canadiens puissent avoir accès à des médicaments d'ordonnance d'importance vitale. Certains d'entre eux ont souligné l'importance

d'offrir le même programme avec les mêmes avantages partout au Canada, plutôt que d'avoir une couverture différente selon la province ou le territoire où l'on vit.

Presque tous les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont indiqué préférer une approche publique universelle en matière d'assurance médicaments, estimant qu'une couverture identique pour tous les Canadiens constituait le moyen le plus équitable de mettre en œuvre un programme de ce type. Les participants du groupe vivant dans des régions rurales de l'Ontario étaient d'un avis différent, bon nombre d'entre eux étant favorable à une approche consistant à « combler les lacunes », comme principal moyen de minimiser les éventuels coûts de ce programme. Lorsqu'on leur a demandé si un programme national d'assurance médicaments rendrait la vie des Canadiens plus abordable, la plupart des participants de la région du Grand Toronto estimaient que ce serait le cas, en particulier pour les personnes confrontées à des difficultés financières. En revanche, presque tous les résidents de régions rurales de l'Ontario étaient d'avis que les coûts associés à la création et à l'administration de ce programme devraient faire l'objet d'une taxation accrue, ce qui aurait pour effet de rendre la vie moins abordable.

Les participants de la région du Grand Toronto se sont dit en faveur d'un programme national d'assurance médicaments, la plupart d'entre eux déclarant qu'ils appuieraient sa mise en œuvre même si elle devait entraîner une augmentation des taxes ou si elle accroissait le déficit. Les participants de régions rurales de l'Ontario ont exprimé un soutien plus conditionnel. Si la quasi-totalité des participants de ce groupe était favorable à la création d'un régime national d'assurance médicaments, aucun d'entre eux n'a indiqué vouloir continuer à l'être si elle entraînait une augmentation des taxes ou du déficit national.

Changement climatique (Territoires du Nord-Ouest, Victoria et Nanaimo)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et ses effets potentiels. Les participants résidant dans les Territoires du Nord-Ouest ont entamé leur discussion en se focalisant sur des enjeux liés au changement climatique qui, selon eux, ont une incidence particulière sur les collectivités dans le Nord canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils qualifiaient de mineurs ou de majeurs les effets du changement climatique dans cette région à l'heure actuelle, la plupart d'entre eux ont répondu que ses effets avaient été relativement limités. Plusieurs d'entre eux s'attendaient cependant à ce que, bien que mineurs pour le moment, ces effets s'aggravent au fil du temps. À la question de savoir s'ils avaient constaté des changements environnementaux qu'ils estimaient être attribuables au changement climatique, plusieurs ont cité des problèmes comme les chutes de neige moins abondantes, la baisse des niveaux d'eau ainsi qu'une intensité accrue du rayonnement solaire au cours des dernières années.

Les participants résidant à Victoria et à Nanaimo ont été invités à se prononcer sur la priorité que devrait, selon eux, accorder le gouvernement du Canada au changement climatique. Presque tous estimaient que le changement climatique devait constituer l'une des plus hautes priorités du gouvernement fédéral, et craignaient qu'il ne soit trop tard pour en inverser les effets futurs si aucune mesure immédiate n'était prise. En discutant de ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux potentiels effets du changement climatique, les participants ont énuméré un certain nombre de

problèmes, à savoir les inondations, les feux de forêt, la sécheresse, la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles, l'élévation du niveau de la mer, le dégel du pergélisol dans le Nord canadien, la hausse des températures et l'apparition plus probable de maladies contagieuses et de pandémies à l'échelle mondiale.

Tous les membres de ce groupe étaient d'avis que le changement climatique avait des répercussions majeures sur le coût de la vie et des biens et services d'usage courant. On estimait que les phénomènes météorologiques liés au changement climatique avaient causé d'importants dégâts matériels, détruit des exploitations agricoles et augmenté les primes d'assurance habitation. Au sujet des effets du changement climatique sur les infrastructures dans leur région, nombre d'entre eux estimaient qu'ils avaient été faibles à modérés, mais s'attendaient à ce qu'ils s'intensifient dans un avenir rapproché si la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles continuaient à augmenter. Plusieurs d'entre eux ont également fait part de leurs inquiétudes quant aux répercussions du changement climatique et des régimes climatiques sur l'industrie agricole. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé des avis plus optimistes au sujet de la réponse potentielle au changement climatique et de ses retombées sur le plan économique, estimant que les efforts déployés dans ce domaine créeraient probablement un certain nombre d'emplois bien rémunérés liés à l'économie verte, à l'exploitation de ressources renouvelables et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Il a été demandé aux participants des deux groupes s'ils considéraient que leurs collectivités étaient préparées à faire face aux éventuels effets du changement climatique. La plupart d'entre eux étaient d'avis qu'elles ne l'étaient pas. En discutant des mesures prises par leurs ménages pour s'y préparer, de nombreux habitants de Victoria et de Nanaimo ont déclaré avoir installé des climatiseurs ou acheté des ventilateurs pour faire face à la hausse des températures pendant les mois d'été. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir commencé à cultiver leurs propres aliments et à faire des réserves de nourriture, d'eau potable et d'essence, par crainte d'une pénurie ou d'une éventuelle catastrophe naturelle.

Peu de participants des Territoires du Nord-Ouest ont déclaré avoir pris des mesures pour préparer leurs foyers aux effets du changement climatique. En discutant des moyens par lesquels le gouvernement du Canada pourrait aider les collectivités du Nord à s'y préparer, de nombreux participants ont dit souhaiter que le gouvernement fédéral achète et fournisse du matériel d'intervention qui pourrait être entreposé dans les collectivités locales, et qu'il finance et soutienne la formation des personnes qui seraient chargées d'exploiter ce matériel advenant une catastrophe naturelle. Plusieurs d'entre eux ont également suggéré un soutien sur le long terme, dont des investissements continus dans les énergies renouvelables et des améliorations visant à accroître la résilience climatique d'infrastructures vitales comme celles des routes et des ponts.

Tarification du carbone (Île-du-Prince-Édouard, régions rurales de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement canadien. Dans un premier temps, les participants ont été interrogés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de chercher à réduire la pollution par le



carbone au Canada. Si la plupart d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une priorité importante, plusieurs participants ont indiqué qu'ils ne s'attendaient pas à ce que les efforts déployés par les Canadiens pour réduire la pollution par le carbone soient suffisants sans une participation pleine et entière de la communauté internationale. Bien que nombre d'entre eux aient entendu parler des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC), seuls quelques-uns d'entre eux croyaient avoir eux-mêmes déjà reçu un de ces paiements ou avoir connu quelqu'un pour qui cela avait été le cas.

Après qu'on leur eut fourni des renseignements sur le système de tarification du carbone, bon nombre de résidents de l'Î.-P.-É. s'y sont dit favorables, estimant que ce système inciterait un plus grand nombre de personnes à avoir recours à des sources d'énergie renouvelable, ce qui contribuerait à réduire les émissions de carbone à l'échelle mondiale. Tous les résidents de régions rurales de l'Ontario ont manifesté leur désapprobation, estimant que ce système était inefficace et qu'il n'aurait aucune incidence concrète sur la réduction des émissions ou sur l'atténuation des effets du changement climatique.

Un grand nombre d'entre eux ont déclaré que le système était injuste à l'égard des personnes vivant en milieu rural, car celles-ci se voient souvent dans l'obligation de parcourir de longues distances chaque jour et n'ont pas accès à d'autres moyens de transport, notamment aux transports en commun. Après qu'on les eut informés que les résidents de régions rurales se verraient verser un supplément de 10 % aux PIAC qu'ils recevaient, aucun participant n'a indiqué que cette information avait changé son opinion sur la tarification du carbone au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si, en tant qu'approche, la tarification du carbone était, à leur avis, juste à l'égard des résidents de collectivités rurales et de petite taille, la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'elle ne l'était pas.

Sécurité communautaire (Autochtones de centres urbains des Prairies)

Un groupe, composé d'Autochtones résidant dans des centres urbains des Prairies, a fait part de ses points de vue sur la sécurité au sein de leurs collectivités respectives. Beaucoup ont déclaré s'y sentir moins en sécurité depuis quelque temps, et plusieurs d'entre eux avaient l'impression que des crimes comme des agressions, des vols de biens, des violences domestiques, le trafic de stupéfiants et des activités de bandes organisées s'étaient produits de plus en plus fréquemment au cours des dernières années.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures récentes du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité, aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir de la moindre initiative dans ce domaine. À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures liées à la réglementation renforcée des armes à feu, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Au nombre des mesures dont se souvenaient les participants figuraient la mise en œuvre d'un programme de rachat d'armes à feu récemment interdites, ainsi que des efforts visant à renforcer le processus de sélection et de certification des personnes souhaitant acheter une arme à feu.

En abordant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour réduire la criminalité, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait faire plus pour remédier aux problèmes de santé mentale auxquels sont, selon eux, actuellement confrontés de nombreux

Canadiens. On était d'avis que cette mesure permettrait de s'attaquer à ce que les participants considéraient comme l'un des principaux facteurs de la hausse récente de la criminalité au sein de leurs collectivités.

Médias d'information (utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)

Les participants résidant à Winnipeg ont entamé une conversation sur l'industrie des médias d'information au Canada. Tous les participants se sont identifiés comme étant des utilisateurs intensifs des médias sociaux. Invités à décrire les changements intervenus dans le secteur des médias au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que l'information avait adopté une approche plus mondialisée. Plusieurs d'entre eux avaient l'impression qu'une importante transition vers une information numérique s'était opérée au cours de la dernière décennie, avec notamment une prévalence accrue d'informations transmises par le biais de courtes vidéos et de messages affichés sur les médias sociaux.

Tous les participants estimaient que les Canadiens disposaient aujourd'hui de moyens plus nombreux d'accéder à des nouvelles d'actualité comparativement aux décennies précédentes. Plusieurs d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par le fait que cette accessibilité accrue s'était également accompagnée d'une prolifération accrue de mésinformation et de désinformation, et qu'il était maintenant parfois plus difficile de déterminer si les nouvelles publiées étaient fiables. À la question de savoir s'ils considéraient que la couverture des nouvelles d'actualité et des événements au sein de leur collectivité locale était diversifiée, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, la plupart d'entre eux déclarant que les informations qu'ils consultaient étaient principalement axées sur des événements nationaux ou mondiaux.

La plupart d'entre eux s'attendaient à ce que le nombre d'organes d'information soit plus important aujourd'hui qu'il y a dix ans, et plusieurs avaient l'impression que cette augmentation était liée à l'essor des médias sociaux ainsi qu'à la relative facilité avec laquelle il est possible de créer un organe d'information en ligne en comparaison avec la création d'une chaîne de télévision ou la création d'un journal. Presque tous les participants étaient cependant d'avis qu'il y avait moins d'emplois en journalisme aujourd'hui qu'il y en avait il y a dix ans. Après avoir été informés que les emplois en journalisme et le nombre d'organes d'information au Canada avaient considérablement diminué au cours de la dernière décennie, un certain nombre d'entre eux estimaient que cela était dû au fait qu'un plus grand nombre de Canadiens préféraient désormais accéder à des nouvelles d'actualités principalement par le biais des médias sociaux ou d'autres plateformes numériques.

Bien que préoccupés par la situation des médias d'information au Canada, très peu d'entre eux estimaient qu'il s'agissait, pour le gouvernement fédéral, d'une priorité absolue à l'heure actuelle. Plusieurs participants estimaient que tant que les Canadiens avaient la possibilité d'accéder à des informations fiables provenant de sources impartiales, il n'était pas nécessaire que le gouvernement du Canada apporte un soutien financier aux organes d'information actuellement en difficulté. Après s'être vu présenter des informations relatives à une loi récente adoptée par le gouvernement fédéral visant à mieux protéger les organes d'information et les journalistes canadiens, la plupart des participants estimaient que l'objectif de cette loi semblait raisonnable et qu'il était important qu'organes

d'information et journalistes soient indemnisés de manière équitable. Un grand nombre d'entre eux estimaient toutefois que la mise en œuvre de cette législation avait entraîné des conséquences négatives pour les Canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué que les plateformes Facebook et Instagram de Meta avaient constitué leur principale source d'informations et qu'en raison de la décision de Meta de bloquer les contenus d'actualités destinés aux Canadiens sur ses plateformes, ils ne consommaient plus du tout de nouvelles d'actualité.

Médias sociaux (Utilisateurs intensifs des médias sociaux résidant à Winnipeg)

Les participants du groupe composé d'utilisateurs intensifs de médias sociaux résidant dans la ville de Winnipeg ont entamé une discussion sur leur recours aux médias sociaux ainsi que sur leur point de vue concernant la mésinformation sur les réseaux sociaux. À la question de savoir quelles plateformes de médias sociaux ils utilisaient le plus fréquemment, bon nombre d'entre eux ont mentionné YouTube, Facebook, Instagram et TikTok, et un plus petit nombre d'entre eux ont mentionné X (anciennement Twitter). En discutant des aspects de ces plateformes qui, à leurs yeux, étaient les plus appréciables, plusieurs d'entre eux ont exprimé leur satisfaction quant à la capacité des médias sociaux à leur fournir des connexions en ligne avec leurs amis et leur famille, ainsi qu'au divertissement qu'ils tiraient des contenus publiés sur ces plateformes.

Au sujet de leur expérience de la mésinformation sur les médias sociaux, tous ont indiqué avoir été fréquemment exposés à des contenus en ligne qu'ils considéraient comme inexacts ou trompeurs. Si nombre d'entre eux connaissaient le terme « désinformation », ils étaient moins nombreux à avoir entendu parler de « mésinformation ». Lorsqu'on leur a demandé à quoi ces termes faisaient à leur avis référence et en quoi ils différaient, la plupart d'entre eux estimaient que la mésinformation consistait en la diffusion d'une information erronée, tandis que la désinformation consistait à diffuser de l'information délibérément conçue pour tromper.

Tous les participants se sont dit préoccupés par une prolifération de la mésinformation et de la désinformation en ligne. Si la mésinformation était considérée comme plus répandue, la désinformation était jugée plus dangereuse, compte tenu des intentions malveillantes de ceux qui la produisent et la diffusent. En débattant des mesures à prendre pour limiter la désinformation en ligne, plusieurs participants estimaient que les algorithmes des médias sociaux devraient donner la priorité à des sources d'information crédibles plutôt qu'à des sources dont les motivations sont douteuses ou ayant déjà publié des informations erronées. D'autres estimaient qu'une politique de tolérance zéro devrait être appliquée à l'égard des comptes diffusant des informations erronées et trompeuses sur les médias sociaux et que tous les comptes se livrant à ce type d'activité devraient être supprimés.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation, les participants ont exprimé des avis partagés. Plusieurs d'entre eux considéraient que le gouvernement fédéral devait continuer à réglementer le contenu des médias conventionnels, mais qu'il serait inapproprié de tenter de réglementer le contenu généré par des particuliers sur les plateformes de médias sociaux.

Sentiment du public (Canadiens d'origine arabe de Montréal, immigrants récents du Lower Mainland de la C.-B.)

Deux groupes, composés respectivement de Canadiens d'origine arabe vivant à Montréal et d'immigrants récents résidant dans le Lower Mainland en Colombie-Britannique, ont échangé leurs points de vue sur leur avenir au Canada, ainsi que sur le caractère inclusif de la société canadienne. En évoquant ce qui les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, bon nombre d'entre eux ont cité des facteurs comme la liberté, la sécurité, l'égalité des chances et la paix. Parmi les autres facteurs d'optimisme mentionnés figurait ce qu'ils considéraient comme étant l'accès désormais généralisé des Canadiens à des soins de santé, aux arts et à la culture, ainsi qu'à des espaces naturels. Lorsqu'on leur a demandé ce qui les préoccupait concernant leur avenir au Canada, plusieurs ont mentionné le coût élevé de la vie, l'inflation, ce qu'ils considéraient comme étant une absence de salaires concurrentiels, les difficultés financières rencontrées pour se loger et l'impact du changement climatique dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux se préoccupaient de leur retraite et de leurs vieux jours, et certains ont indiqué qu'ils envisageaient de retourner dans leur pays d'origine parce qu'ils craignaient de ne pas avoir les moyens de prendre leur retraite au Canada.

Au sujet de la situation sur le plan de la diversité, de l'équité et de l'inclusion au Canada, bon nombre d'entre eux ont exprimé des points de vue positifs. On estimait que le Canada était un pays très diversifié et qu'il accordait généralement une grande priorité au multiculturalisme par rapport à d'autres pays. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que la société canadienne était accueillante et respectueuse des différentes cultures, croyances et valeurs, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Quelques participants du groupe composé d'immigrants récents ont exprimé des opinions plus nuancées, estimant que si le Canada encourageait le multiculturalisme, la diversité et l'intégration, la plupart des immigrants continuaient à privilégier la création de liens sociaux au sein de leur propre diaspora plutôt qu'avec des Canadiens de façon plus générale.

Assurance-emploi (Île-du-Prince-Édouard)

Les participants résidant à l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont pris part à une brève discussion au sujet de l'assurance-emploi (AE). La plupart d'entre eux connaissaient ce programme, et un certain nombre en avaient déjà eux-mêmes bénéficié ou connaissaient quelqu'un en avait bénéficié. Lorsqu'on leur a demandé si, pour les Canadiens, l'assurance-emploi était à leur avis un programme essentiel, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Parmi les participants qui avaient déjà bénéficié de l'assurance-emploi ou qui connaissaient quelqu'un qui y avait eu recours, tous estimaient en revanche que le programme ne répondait pas aux besoins des Canadiens. À la question de savoir s'ils seraient prêts à payer des cotisations d'assurance-emploi plus élevées pour pouvoir bénéficier de prestations plus généreuses, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. Pour étayer leur raisonnement, les participants ont fait part de leurs préoccupations quant à une éventuelle utilisation abusive de ce programme et au fait que des prestations plus élevées pourraient encourager certains Canadiens à ne compter que sur ce programme plutôt qu'à se chercher un nouvel emploi.

En abordant les éventuels obstacles auxquels les particuliers peuvent être confrontés en réintégrant le marché du travail, les participants ont exprimé des préoccupations concernant l'anxiété liée au fait de



commencer un nouvel emploi, les coûts associés à la formation et au renouvellement de l'accréditation, ainsi que des préoccupations concernant la capacité d'une personne à se réinstaller dans des régions où la demande en travailleurs dans son domaine d'expertise est plus forte. À la question de savoir comment le programme d'assurance-emploi pourrait mieux servir les Canadiens lorsqu'il s'agit de réintégrer le marché du travail, quelques-uns ont suggéré que les versements d'assurance-emploi se poursuivent pendant les premières semaines suivant l'obtention d'un nouvel emploi. On estimait que ce revenu supplémentaire contribuerait grandement à réduire le stress financier et mental qui, selon eux, est souvent associé au fait de commencer un nouvel emploi.

Industries locales (London)

Les participants résidant à London, en Ontario, ont entamé une brève discussion sur les industries locales et la situation actuelle sur le marché de l'emploi dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé comment ils qualifieraient la qualité du marché de l'emploi à London à l'heure actuelle, les participants ont fourni des réponses mitigées. Si la plupart d'entre eux s'accordaient à dire que de nombreux emplois étaient offerts, plusieurs d'entre eux avaient toutefois l'impression que beaucoup de ces postes n'offraient pas un salaire suffisant ou qu'ils étaient physiquement très exigeants, ce qui pouvait les rendre inaccessibles à des personnes vivant avec un handicap et à d'autres personnes dont les capacités physiques sont réduites. En échangeant leurs points de vue sur ce que sera la situation sur le marché local de l'emploi dans cinq ans, la plupart des participants ont dit espérer une amélioration, certains estimant que le taux de croissance de l'emploi augmenterait dans des domaines comme ceux de l'enseignement postsecondaire, des soins de santé et de l'industrie manufacturière. Plusieurs d'entre eux ont toutefois fait part de préoccupations concernant la capacité d'adaptation des salaires à l'augmentation du coût de la vie, ainsi que les éventuels effets négatifs de l'intelligence artificielle (IA) sur le marché de l'emploi.

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les industries les plus importantes dans leur région, les participants ont mentionné des secteurs comme l'agriculture, les soins de santé, l'enseignement postsecondaire ainsi que l'industrie manufacturière. À la question de savoir s'ils pensaient que l'industrie automobile en particulier prendrait de l'importance à London au cours des cinq à dix prochaines années, un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du gouvernement du Canada et d'une nouvelle usine de batteries pour véhicules électriques en cours de construction dans leur région par la société Volkswagen, très peu d'entre eux ont déclaré être au courant de ce projet. La plupart d'entre eux ont favorablement accueilli cette nouvelle, estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction pour soutenir l'économie locale et accroître le nombre d'emplois bien rémunérés offerts aux travailleurs de la région. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'à long terme, ce projet aurait d'importantes retombées économiques localement et qu'en cas de succès, ce dernier pourrait inciter d'autres entreprises étrangères à procéder à des investissements semblables en vue d'étendre leurs activités au Canada.

Après avoir été informés que le gouvernement du Canada avait accepté d'accorder jusqu'à 13 milliards de dollars de subventions sur 10 ans à Volkswagen, plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés par



les coûts considérables associés à ces subventions. Un certain nombre d'entre eux estimaient que le coût financier de ces subventions dépassait de loin les avantages économiques potentiels et la création d'emplois associés à ce projet. Parmi ces participants, on estimait que ces investissements du gouvernement fédéral pourraient être plus utilement consacrés à l'amélioration d'autres secteurs comme celui des soins de santé, qui, selon eux, nécessitent un financement accru à l'heure actuelle.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$
